



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/12/2025

Les divergences au sein du Mouvement Communiste

International début des années 60

II- Le XX^{ème} Congrès du PCUS

Pour discuter en 2025 du débat au sein du MCI qui s'est déroulé publiquement essentiellement en 1963, soit il y a plus de 60 ans (!!!), il faut se replacer dans la situation à cette période et prendre en considération qu'un débat de cette importance a certainement des racines plus anciennes et que les partis et militants en présence sont passés par un processus de la connaissance qui prend un certain temps et que, au cours de cette période aussi, les divergences se sont approfondies du fait d'une évolution des points de vue en présence.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la victoire de l'URSS contre le nazisme, les victoires des forces populaires en Europe, l'établissement des Démocraties Populaires dans l'Est de l'Europe, la victoire de la révolution en Chine, le Mouvement Communiste International s'est fortement développé et étendu. De ce fait, l'existence de points de vue différents parmi ce grand nombre de partis communistes est chose normale et l'objectif de toujours parvenir à une unité de points de vue afin de renforcer la lutte des peuples doit respecter des principes par les échanges fraternels, réussir à renforcer l'unité. La ligne à suivre pour aboutir à une unité doit être: « Unité – critique – unité ». Plus explicitement, c'est partir du désir d'unité et arriver, en résolvant les contradictions par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle. Rappelons pour mémoire qu'en 1948 avaient surgi de graves divergences entre les partis communistes au pouvoir d'une part, et avec Tito et la Ligue des Communistes de Yougoslavie d'autre part, ce qui avait entraîné l'exclusion de la Yougoslavie du Bureau de liaison¹ (Kominform).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'URSS, le PCUS, ses dirigeants et Staline jouissent d'un très grand prestige et cela est normal. Tous les partis communistes reconnaissent le PCUS et ses dirigeants comme les dirigeants du MCI. Le 5 mars 1953, Staline meurt et tous les communistes pleurent cette mort et sont déterminés à poursuivre son œuvre révolutionnaire.

L'impérialisme cherche à utiliser le désarroi suscité par cette mort. Ainsi, en mettant à profit les difficultés économiques en République Démocratique Allemande (RDA) et la décision d'augmenter les cadences de travail sans augmentation des salaires, des révoltes ouvrières éclatent à Berlin-Est en juin 1953 en réaction à ces mesures alors que le gouvernement a annoncé leur suppression. La propagande impérialiste se déchaîne et il faudra une intervention soviétique pour que la situation se rétablisse.

En URSS même, des changements dans la direction du Parti et du gouvernement sont décidées : le 14 mars Khrouchtchev est nommé 1^{er} secrétaire à la place de Malenkov qui avait présenté le rapport d'activité du CC au 19^{ème} congrès du PCUS en octobre 1952 ; en juin 1953 Beria, responsable des organes de sécurité, et plusieurs dirigeants de cette section sont éliminés. Malenkov est remplacé par Boulganine à la direction du gouvernement en février 1955. Molotov, qui déclare le 8 février 1955 que la Yougoslavie est un pays fasciste alors que Khrouchtchev et Boulganine se rendent à Belgrade en mai-juin 1955, en mettant sur le dos de Staline les problèmes antérieurs entre l'URSS, les partis communistes des autres pays socialistes d'une part et Tito d'autre part, et cherchant à renouer avec Tito, reçoit un blâme du CC du PCUS lors de sa session de juillet 1955 et est remplacé au ministère des Affaires étrangères en juin 1956 par Shepilov.

I. Le XX^{ème} congrès du PCUS.

Du 14 au 25 février 1956 se tient le XX^{ème} Congrès du PCUS. Ce congrès se déroula en deux étapes : une première, que l'on peut caractériser comme classique, Khrouchtchev présentant le rapport d'activité du CC ; et

une fois le congrès terminé, Khrouchtchev présenta le fameux « **rapport secret** » devant les congressistes soviétiques seulement.

I.1 Rapport d'activité

Nous présentons et discutons d'abord quelques points de ce rapport d'activité². Ce rapport était passé totalement à la trappe, vu la *bombe* du « rapport secret » présenté en fin de congrès sur les "crimes de Staline".

Ce rapport présente les progrès quantitatifs très importants dans la production, résultats d'une économie planifiée et centralisée, ainsi que l'amélioration des conditions de vie du peuple depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ces points sont importants et réels. Mais ces progrès étant acquis, quels sont les pas en avant réalisés dans la révolution socialiste, ou les étapes en vue pour progresser ? Impasse complète ! Rien n'est dit sur l'amélioration de la planification et des possibilités d'une planification par des allers-retours successifs de la périphérie vers le centre du fait du développement des forces productives et des capacités des producteurs, ni sur la transformation, la révolution des rapports de production. Il n'est question que d'émulation socialiste afin que les travailleurs produisent plus et mieux.

Khrouchtchev, ensuite, s'étend longuement et indique : : *« Je tiens à m'arrêter sur quelques questions fondamentales du développement international actuel, qui déterminent non seulement la marche des événements en cours, mais aussi les perspectives d'avenir. »*

Ce sont les questions relatives à la coexistence pacifique des deux systèmes, à la possibilité de conjurer les guerres à notre époque et aux formes du passage des différents pays au socialisme. Examinons brièvement ces questions.

I.1.1 La coexistence pacifique des deux systèmes.

Le principe léniniste de la coexistence pacifique des Etats aux régimes sociaux différents a été et demeure la ligne générale de la politique extérieure de notre pays ».

Il s'agit-là d'une erreur théorique. La ligne générale, le principe de la politique extérieure d'un pays socialiste, c'est l'internationalisme prolétarien, internationalisme qui se décline selon la contradiction fondamentale considérée. La coexistence pacifique concerne la contradiction fondamentale opposant le camp socialiste au camp impérialiste.

Khrouchtchev poursuit à propos de la situation internationale, car il est obnubilé par la question de la paix, de « *la possibilité de conjurer les guerres à notre époque* » ; le rapport est clair :

« Comme on le sait, il y a la thèse marxiste-léniniste suivant laquelle les guerres sont inévitables tant qu'existe l'impérialisme, thèse qui a été élaborée dans la période où, premièrement, l'impérialisme était un système mondial, un système universel et, deuxièmement, où les forces sociales et politiques n'ayant pas intérêt à la guerre étaient faibles, insuffisamment organisées et ne pouvaient, de ce fait, obliger les impérialistes à renoncer à la guerre ... »

La thèse ci-dessus était tout à fait juste pour cette période. Mais à l'heure actuelle, la situation a foncièrement changé. Le camp mondial du socialisme est né et est devenu une force puissante. Les forces de paix y trouvent des moyens non seulement moraux mais aussi matériels pour prévenir l'agression... Plus les peuples défendront activement la paix, plus on sera assuré qu'il n'y aura pas de nouvelle guerre».

Dans le prolongement de ce développement, Khrouchtchev aborde « *les formes de passages de différents pays au socialisme. Avec les changements fondamentaux survenus dans l'arène mondiale, de nouvelles perspectives s'ouvrent aussi aux pays et nations pour passer au socialisme...*

Comme on sait, dans les pays de démocratie populaire d'Europe, dans une autre situation historique, on a pu se passer de la guerre civile ». Erreur encore ! Khrouchtchev fait l'impasse, déforme cette situation historique caractérisée par la résistance intérieure dans ces pays contre l'occupant impulsée par les communistes et ses alliés, la compromission de la bourgeoisie avec le nazisme, et aussi, facteur très important, par la présence de l'Armée rouge !

Khrouchtchev poursuit « *Dans cet ordre d'idées la question se pose d'utiliser aussi la voie parlementaire pour passer au socialisme...*

La classe ouvrière ...est en mesure d'infliger une défaite aux forces réactionnaires et antipopulaires, de conquérir une solide majorité au parlement et de transformer cet organe de la démocratie bourgeoise en instrument de la véritable volonté populaire.... Certes, dans les pays où le capitalisme est encore fort, où il détient un énorme appareil militaire et policier, une sérieuse résistance est inévitable. Le passage au socialisme se fera au milieu d'une lutte de classe, d'une lutte révolutionnaire aigüe ».

Ainsi, Khrouchtchev, dans son rapport enfile des perles révisionnistes en présentant un enchaînement cohérent : la coexistence pacifique permet la compétition pacifique entre les deux systèmes, et donc le passage pacifique au socialisme dans les pays capitalistes se fera par une extension de la voie parlementaire en montrant la supériorité du socialisme.

I.1.2 Coexistence pacifique – Compétition pacifique – Passage pacifique

Nous discutons à présent ce long passage du rapport Khrouchtchev, conceptions qui, à l'époque n'avaient pas été réellement discutées. Ces conceptions furent largement débattues lors du débat au sein du MCI du début des années 60.

Depuis les débuts du mouvement communiste, la question du renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de l'exercice du pouvoir prolétarien ont fait l'objet d'une lutte entre les deux voies. Face au marxisme révolutionnaire, les conceptions révisionnistes de Bernstein, de Kautsky, puis d'autres, ont essayé de détourner, de désarmer le prolétariat.

Précisons comment poser la question : d'abord, une question de vocabulaire. Souvent cette question est présentée dans les termes « **la voie de passage au socialisme** ». Cette expression est à rejeter car le débat a montré ce que cette expression contenait d'ambiguïtés mises à profit par les révisionnistes. Parler de « *passage* », du passage du pouvoir de la bourgeoisie au pouvoir prolétarien revient à effacer, à masquer la nécessaire rupture avec le capitalisme. Cette expression doit être rejetée. Cette expression est à rapprocher de celle, récente, de « bifurcation » employée par tous ceux qui cherchent à escamoter la nécessité de la rupture avec le capitalisme.

Avançons un peu : la question est aussi posée en opposant la voie démocratique et la voie révolutionnaire. Cela revient dans les faits à considérer la révolution comme non démocratique par essence, ce qui évidemment n'est pas correct, est opposé à la réalité !

Pas d'utilisation du mot "démocratie" sans sa caractérisation de classe!

Dans une société de classes, la démocratie a nécessairement un caractère de classe :

- démocratie bourgeoise d'une part,
- d'autre part, démocratie prolétarienne, ou démocratie populaire, ces deux expressions ne présentant que des différences mineures.

Comment poser la question des deux voies pour l'établissement du pouvoir prolétarien? Rappelons la définition du terme prolétaire : prolétarien = qui n'a que sa force de travail à vendre pour vivre dans le système capitaliste.

- la voie parlementaire et son extension pacifique jusqu'au socialisme,
- la voie révolutionnaire alliant toutes les formes de lutte, y compris la voie parlementaire, et en se préparant à faire face à toutes les formes d'opposition de la bourgeoisie, y compris la violence de celle-ci et opposer la violence révolutionnaire à la violence contre révolutionnaire..

Sur cette question fondamentale du marxisme, quelle voie pour l'établissement du pouvoir prolétarien, il faut revenir aux textes fondamentaux de Marx et d'Engels. Analysant l'expérience de la Commune de Paris, bien que celle-ci n'eût pas atteint son but, Marx y voyait une expérience historique d'une portée immense, un pas en avant de la révolution universelle prolétarienne³, un pas bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements. Analyser cette expérience, y puiser des leçons de tactique, s'en servir pour passer au crible sa théorie : telle est la tâche que Marx se fixa. Cette expérience a conduit Marx à apporter une correction au Manifeste du Parti Communiste, en s'inspirant de l'expérience révolutionnaire des communards parisiens. Ainsi, dans la préface à une nouvelle édition du Manifeste, datée du 24 juin 1872⁴, Marx et Engels déclarent que le programme du Manifeste « est aujourd'hui vieilli sur certains points » et précisent :

"La Commune, notamment, a démontré que la "classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre la machine de l'Etat toute prête et de la faire fonctionner pour son propre compte.""...

Les derniers mots de cette citation, mis entre guillemets, sont empruntés par les auteurs à l'ouvrage de Marx *La Guerre civile en France*.

Il est caractéristique que c'est cette idée essentielle, nécessité de « briser la machine bureaucratique et militaire » que les révisionnistes comme Berstein, Kautsky et à présent Khrouchtchev, remettent en cause au nom de modifications de la situation internationale !

De plus, l'expérience de la Commune de Paris a permis de préciser ce point capital : la première phase du pouvoir du prolétariat sera la dictature du prolétariat pour en finir avec toutes les classes et réaliser le communisme.

I.2 Le Rapport secret de Khrouchtchev

Le XX^{ème} Congrès étant terminé, Khrouchtchev organise une session supplémentaire réservée aux seuls délégués soviétiques durant laquelle il présente le fameux « rapport secret »⁵, critiquant la direction de Staline et dénonçant les crimes commis durant cette période par Staline. Il s'agit d'un réquisitoire contre Staline, sa direction assurée pendant une trentaine d'années au sein du PCUS, et responsable d'une montagne d'erreurs ! C'est la stupeur parmi les communistes soviétiques comme pour tous les Partis communistes.

Khrouchtchev commence par indiquer qu'il ne s'agit pas de présenter les mérites de Staline :

« Le but du présent Rapport n'est pas de procéder à une critique approfondie de la vie de Staline et de ses activités. Sur les mérites de Staline suffisamment de livres, d'opuscules et d'études ont été écrits durant sa vie. Le

rôle de Staline dans la préparation et l'exécution de la révolution socialiste, lors de la guerre civile, ainsi que dans la lutte pour l'édification du socialisme dans notre pays est universellement connu. Chacun connaît cela parfaitement ».

Cela étant dit, comme pour refermer le cercueil, Khrouchtchev présente, très longuement « une critique systématique des erreurs et crimes de Staline », conséquences du « culte de la personnalité ». L'énormité de ce rapport de plus de 80 pages, d'une violence rare, nécessiterait des livres pour discuter chaque point, séparer ce qui est juste de ce qui est faux, inventions, procès d'intention et visées politiques. La critique dans ce « rapport secret » porte sur Staline, sa personnalité, ses méthodes de direction ; les questions de ligne politique sont totalement absentes.

Ainsi, Khrouchtchev poursuit : *« Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est une question qui a une importance pour le Parti actuellement et dans l'avenir. Ce qui nous intéresse, c'est de savoir comment le culte de la personne de Staline n'a cessé de croître, comment ce culte devint, à un moment précis, la source de toute une série de perversions graves et sans cesse plus sérieuses des principes du Parti, de la démocratie du Parti, de la légalité révolutionnaire ».*

Les premières réserves ou désaccords apparaissent au sein du PCUS, et aussi au sein des partis communistes. Ces réserves restent à l'intérieur des partis qui sont soumis à une pression énorme du fait des agressions de l'impérialisme. Un réflexe de défense s'opère parmi les communistes, d'autant plus que ce rapport n'est pas officiellement diffusé parmi les communistes, discuté et débattu. La difficulté d'en discuter alors vient de son caractère « rapport secret », secret en fait pour les communistes, et public pour les forces réactionnaires et anti communistes qui disposent de ce rapport.

Le Parti Communiste Chinois (PCC) a rappelé, dans le document publié en septembre 1963, « les divergences entre la direction du PCUS et nous, leur origine et leur évolution », quelle fut l'attitude adoptée après le XX^{ème} Congrès⁶ :

« ... du fait que l'impérialisme et les réactionnaires des différents pays exploitaient les erreurs du XX^{ème} Congrès du PCUS et se livraient avec frénésie à des activités antisoviétiques, anti communistes et anti populaires, nous n'avons pas à l'époque, critiqué publiquement les erreurs du XX^{ème} Congrès, soucieux de l'intérêt de l'unité face à l'ennemi, prenant en considération l'embarras dans lequel se trouvaient les dirigeants du PCUS, et compte tenu du fait que la direction du PCUS ne s'était pas encore aventurée aussi loin qu'aujourd'hui dans la répudiation du marxisme-léninisme ».

« Nous avons toujours soutenu que nombre de vues formulées par le XX^{ème} Congrès du PCUS à propos des luttes internationales et du mouvement communiste international actuels sont erronées et contraire au marxisme-léninisme. La répudiation totale de Staline sous prétexte de « lutte contre le culte de la personnalité » et le passage pacifique au socialisme par la soi-disant « voie parlementaire » constituent, en particulier, les deux erreurs de principe d'une extrême gravité »⁷.

Confronté à ce « rapport secret », le PCC adopta une position en prenant du recul et en s'efforçant d'analyser la question du rôle de Staline en relation avec les luttes menées par le PCUS.

Ainsi, le PCC publie le 5 avril 1956 un document, *« A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat »*, document dans lequel un soutien au PCUS et à Khrouchtchev est apporté. Certains problèmes anciens entre le PCUS et le PCC sont indiqués, des divergences avec le comportement de Staline dans la dernière période de sa vie sont exposées⁸.

Dans ce document il est rappelé à propos de la relation entre la dictature du prolétariat et la démocratie prolétarienne : *« Nous, les communistes, ne devons jamais perdre ceci de vue. Pour vaincre de puissants ennemis, la dictature du prolétariat doit avoir un pouvoir fortement centralisé. Et ce pouvoir doit s'allier à un haut degré de démocratie. Lorsqu'il y a accentuation trop poussée de la centralisation, on voit apparaître de nombreuses erreurs ».*

Mais, dans ce même document, sont rappelés les mérites de Staline, comme dirigeant du PCUS, dans l'édification socialiste comme dans les victoires au cours de la seconde guerre mondiale. Ainsi, *« Après la mort de Lénine, Staline, en tant que dirigeant principal du Parti et de l'Etat, a appliqué et développé de façon créatrice le marxisme-léninisme. Dans la lutte pour la défense de l'héritage du léninisme contre ses ennemis – les trotskistes, les zinovévistes et autres agents de la bourgeoisie – Staline a traduit la volonté du peuple et s'est avéré un combattant éminent du marxisme-léninisme ».*

Un résumé sur les erreurs de Staline est présenté : *« Cela l'a conduit à commettre quelques erreurs graves telles que celles-ci : il a donné trop d'ampleur au problème de la répression des contre-révolutionnaires; il n'a pas fait preuve de la vigilance nécessaire à la veille de la guerre antifasciste; il n'a pas accordé toute l'attention voulue à un plus large développement de l'agriculture et au bien-être matériel des paysans; il a donné certains conseils erronés concernant le mouvement communiste international, et, en particulier, il a pris une décision erronée sur la question de la Yougoslavie ».*

Sur cette question de conseils de Staline et de la Troisième Internationale sur la révolution chinoise que la pratique a montré comme erronés, le PCC déclare⁹ : « ... *certain points de vue erronés préconisés par Staline ayant été acceptés et mis en application par des camarades chinois, nous, les Chinois devons nous-mêmes en porter la responsabilité* ». Une position de principe qui tranche avec la conception du « rapport secret ».

Les fondements du culte de la personnalité sont exposés, fondements qui ne protègent aucun dirigeant : « *Le culte de la personnalité est justement une force de l'habitude de millions et de dizaines de millions d'hommes. Puisque cette force de l'habitude existe encore dans la société, elle peut influencer de nombreux fonctionnaires de l'Etat, et elle n'a même pas épargné un dirigeant comme Staline. Le culte de la personnalité est le reflet d'un phénomène social dans l'esprit des hommes et quand un dirigeant du Parti et de l'Etat tel que Staline est lui-même influencé par cette conception arriérée, ceci exerce en retour son influence sur la société, porte préjudice à notre cause, et entrave l'initiative et l'activité créatrice des masses populaires* ».

Tout ce texte du PCC est une analyse de la période de l'édification du socialisme en URSS sous la direction de Lénine et de Staline et qui montre ce qu'aurait dû être le fameux rapport de Khrouchtchev. Ce texte souligne la nécessité de la dictature du prolétariat durant l'édification socialiste ; mais ce texte n'aborde pas d'autres thèses avancées dans le rapport.

Il faut tenir compte, comme le dit le PCC, que la connaissance par le PCC de cette ligne révisionniste, en même temps que celle-ci a connu un processus, naissance, formation, développement et systématisation, est passée elle aussi par un processus d'approfondissement graduel.

I.3 Les répercussions du XX^{ème} Congrès du PCUS

Nous avons déjà abordé les conséquences du XX^{ème} congrès du PCUS quant aux questions théoriques concernant la coexistence pacifique, la compétition pacifique et la voie de l'établissement du pouvoir prolétarien présentée sous le contenu du passage pacifique au socialisme. Le « rapport secret » a eu des répercussions graves et immédiates au sein des partis communistes, en particulier au sein des Partis de l'Europe de l'Est ainsi que dans les sociétés de ces pays.

I.3.1 En Pologne, en juin 1956, éclatent des révoltes ouvrières qui provoquent en octobre un changement de la direction du Parti Ouvrier Unifié Polonais (POUP) avec Wladyslaw Gomulka à sa tête. À la suite de ces transformations, le commandant soviétique des forces armées polonaises, le maréchal Constantin Rokossovski et des officiers soviétiques, conseillers de l'armée, quittèrent le pays. L'église catholique, en échange d'une plus grande liberté d'activité dans le pays, appela au calme, soulevant le désaccord du pape Pie XII.

Face au déferlement des propos anticomunistes de l'impérialisme, de l'incompréhension et réserves de plusieurs Partis communistes, mais aussi pour tenir compte des incompréhensions ou désaccords au sein du PCUS et de l'opposition d'une partie de sa direction, le CC du PCUS revient sur le rapport Khrouchtchev et en présente une version plus « équilibrée », c'est :

I.3.2 la Décision du CC du PCUS sur le XX^{ème} Congrès de juin 1956¹⁰. De plus, cette Décision relève, pour la rejeter, une déclaration du Parti Communiste Italien : « *on ne donne pas toujours une juste appréciation des causes qui (ont) engendré (le « culte de la personnalité ») et de ses conséquences pour notre régime social. Ainsi, la riche et intéressante interview donnée par le camarade Togliatti à la revue Nuovo Argomenti, contient, à côté de nombreuses conclusions très importantes et très justes, des appréciations erronées. En particulier, on ne peut pas être d'accord avec la question posée par le camarade Togliatti, à savoir : la société soviétique n'est-elle pas arrivée « à certaines formes de dégénérescence ?* ».

I.3.3 En Hongrie, les manifestations en soutien au mouvement en Pologne s'amplifient et prennent un caractère insurrectionnel durant la période octobre-novembre 1956. Des forces du parti communiste hongrois adhèrent au mouvement soutenu par toutes les forces réactionnaires hongroises, ainsi que par l'impérialisme occidental. Cette situation provoque l'intervention militaire des forces armées du pacte de Varsovie pour s'opposer à la décision du gouvernement hongrois de quitter le pacte de Varsovie et d'adopter un statut de neutralité.

Les partis communistes d'Europe, comme le parti chinois et d'autres partis soutiennent cette intervention militaire qui visait à s'opposer à la politique réactionnaire de l'impérialisme qui agissait de toutes les façons possibles, en particulier par l'entremise de la radio Free Europe financée par les USA. Les manifestations en Occident contre l'intervention soviétique et les forces armées du pacte de Varsovie furent très violentes. Rappelons que le 7 novembre 1956, à Paris, plusieurs milliers d'étudiants conduits entre autres par l'Action française mettent à sac et incendient le siège du Parti Communiste français.

C'est la période aussi où l'impérialisme occidental met à profit la situation internationale afin de bloquer le développement des luttes des peuples opprimés. Ainsi, le 29 octobre 1956, les forces israéliennes, françaises et britanniques agressent l'Egypte, chaque pays ayant ses objectifs propres, pour s'opposer à la nationalisation du canal de Suez. Un ultimatum de l'URSS mettra un terme à cette aventure militaire réactionnaire et néocoloniale.. Cette succession d'événements au sein des pays de démocratie populaire ainsi que l'agressivité de l'impérialisme contre le camp socialiste et le communisme appellent à une analyse et à une réaction.

Le PCC qui avait apporté un soutien total à l'intervention militaire en Hongrie et soutenu aussi les réformes en Pologne, publie une nouvelle étude le 29 décembre 1956, « *Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat* »¹¹.

Dans ce texte, le PCC explique pourquoi il revient sur cette question :

« Certains se demandent: puisque la voie fondamentale de la révolution et de l'édification en Union Soviétique est juste, à quoi tiennent donc les erreurs de Staline? »

Nous avons déjà examiné cette question dans un article paru en avril. Mais, vu la tournure récente des événements en Europe orientale et certaines circonstances qui s'y rattachent, une juste compréhension des erreurs de Staline, une façon juste d'envisager ces erreurs s'imposent; cela est devenu, en effet, une question sérieuse qui influe sur le développement intérieur des Partis communistes de nombreux pays ainsi que sur la cohésion des Partis communistes de différents pays, une question sérieuse qui influe sur la lutte commune des forces du communisme du monde entier contre l'impérialisme. Voilà pourquoi nous avons tenu à développer notre point de vue sur cette question ».

Cela étant précisé, le PCC revient longuement sur son analyse sur les succès et les erreurs de Staline et il explique les causes de ces erreurs. Ce document tranche véritablement avec « le rapport secret » au XX^{ème} congrès du PCUS, le réquisitoire présenté par Khrouchtchev.

Revenons au document du PCC de décembre 1956. Ce document aborde la question de la critique du dogmatisme et comment au nom de cette lutte des conceptions révisionnistes se développent au sein des communistes :

« Mais en s'engageant sur la voie d'une répudiation totale de Staline et en arborant le mot d'ordre erroné de la lutte contre le « stalinisme », un certain nombre de communistes ont contribué au développement d'un courant idéologique qui tend à réviser le marxisme-léninisme ».

Le PCC, en plus de la publication de ces deux documents sur la dictature du prolétariat, a lancé un mouvement d'éducation parmi ses membres afin de maîtriser la méthode dialectique. Mao Tsé-toung prononce un long discours à la onzième session (élargie) de la Conférence suprême d'Etat en février 1957 et publié en juin 1957, « *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* »¹². Il montre clairement que les contradictions au sein du peuple, contradiction non antagonique, et les contradictions entre nous et nos ennemis, contradiction antagonique, appellent des méthodes de lutte et de solution radicalement différentes ; il aborde ainsi certaines erreurs de Staline qui a élargi le champ des contradictions antagoniques dans le débat avec des camarades et souligne la nécessité, lors des débats entre camarades, de « *tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme* ».

I.3.4 La question de la Yougoslavie et du Titisme :

Cette question du Titisme et de son appréciation a été déjà abordée et jugée par le Kominform en 1948. Le XX^{ème} congrès a replacé cette question au premier plan et nous verrons que la question « la Yougoslavie est-elle un pays socialiste ? » sera un des points majeurs du conflit au sein du MCI en 1963.

Dans le rapport d'activité, Khrouchtchev n'avait dit que quelques mots à propos de la Yougoslavie : « *La Yougoslavie enregistre elle aussi d'importants résultats dans l'édification socialiste. En 1955, sa production industrielle a dépassé de 2,8 fois le niveau d'avant-guerre* ».

Par contre, dans le « rapport secret », Khrouchtchev s'étend longuement sur « les erreurs de Staline » à propos des relations entre le PCUS et la Ligue des communistes de Yougoslavie, affirmant que la dégradation des rapports et la rupture étaient dues à Staline, passant sous silence que la rupture avait été une décision du Kominform en 1948 :

« Le plénum de juillet du Comité central a étudié en détail les raisons qui provoquèrent le conflit avec la Yougoslavie. Le rôle qu'y a joué Staline a été scandaleux. Les problèmes posés par l' "affaire yougoslave" auraient pu être résolus grâce à des discussions entre partis et entre camarades. Il n'existait pas de fondement sérieux de nature à justifier la suite prise par cette "affaire". Il était tout à fait possible d'empêcher la rupture des relations avec ce pays. Cela ne signifie pas toutefois que les chefs yougoslaves aient été exempts d'erreurs ou d'imperfections. Mais ces erreurs et imperfections ont été amplifiées d'une manière monstrueuse par Staline, ce qui amena une rupture des relations avec un pays ami.... »

Nous avons soigneusement examiné le cas de la Yougoslavie, et nous avons trouvé une solution convenable qui est approuvée par les peuples de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, aussi bien que par les masses laborieuses de toutes les démocraties populaires et de toute l'humanité. Il a été procédé à la liquidation des rapports anormaux avec la Yougoslavie dans l'intérêt de l'ensemble du camp du socialisme, dans l'intérêt de la consolidation de la paix dans le monde entier ».

Mais, malgré ces gentilles et doucereuses paroles de Khrouchtchev, Tito prononce un discours le 11 novembre 1956 à Pula sur les problèmes internationaux, discours reproduit dans le « New York Times du 17 novembre 1956 »¹³. Nous reproduisons quelques extraits de ce discours de Tito :

" Cette politique de Staline a été condamnée lors du vingtième congrès, mais les dirigeants soviétiques ont commis une erreur en mettant l'accent sur le culte de la personnalité au lieu de condamner le système. Le culte de la personnalité est le produit du système et ce système ils ne l'ont pas combattu.

Dès le début, nous avons proclamé que c'est le système qui a rendu possible le culte de la personnalité et qu'il devait être combattu. Les vices du système résident dans l'appareil bureaucratique, dans les méthodes gouvernementales, dans l'ignorance du rôle et des aspirations des masses ouvrières ainsi que dans l'existence des Enver Hodja et autres dirigeants qui dans certains pays communistes d'Europe orientale ou occidentale s'opposent à la démocratisation et aux décisions du vingtième congrès et contribuent à la consolidation du système stalinien, qu'ils ravivent aujourd'hui et essaient même de faire prévaloir.

Nous avons vu que cette attitude a été imposée par ceux qui restent encore sur les positions stalinienne et qu'il existe toujours des possibilités pour que dans la direction de l'U.R.S.S. triomphent les éléments qui sont en faveur d'une démocratisation plus rapide, pour l'abandon de toutes les méthodes stalinienne et pour la création de nouveaux rapports entre les États socialistes ".

Et Tito conclut, bien qu'il ait apporté un soutien à Gomulka en Pologne et à Kadar en Hongrie :

« Camarades, cette lutte sera longue et difficile, car il s'agit désormais de savoir si la nouvelle voie, initiée en Yougoslavie et pour laquelle de nombreux éléments ont été créés par les décisions du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, l'emportera sur les partis communistes. La question est désormais de savoir si cette voie l'emportera ou si la voie stalinienne triomphera à nouveau ».

Sur cette question de Tito et de la position de la direction yougoslave quant à la situation dans le camp socialiste suite au « rapport secret », le PCC, dans son texte déjà mentionné de décembre 1956, présente une analyse que l'on peut qualifier de « balancée », alternant points positifs et mises en garde. Il apparaît que le PCC, en décembre 1956, n'a pas encore pris toute la mesure de ce que représente le Titisme. La Yougoslavie est loin de la Chine et le PCC, jusqu'en 1949, était concentré sur la victoire contre le Kuomintang et la prise du pouvoir. La situation au sein du camp socialiste est complexe et le PCC est animé d'un souci d'unité, cherchant à soutenir la voie révolutionnaire. Nous citons longuement cette position du PCC :

« Dans leurs dernières interventions, le camarade Tito et d'autres camarades dirigeants de la Ligue des Communistes de Yougoslavie n'ont pas, selon nous, considéré les erreurs de Staline et les autres questions qui s'y rattachent sous tous leurs aspects ni de manière objective. Que les camarades yougoslaves éprouvent une aversion particulière à l'égard des erreurs de Staline, cela peut se comprendre.

Placés dans des conditions difficiles, ils ont déployé dans le passé des efforts méritoires pour se maintenir dans la voie du socialisme. Dans les entreprises et autres organisations sociales, ils ont réalisé des expériences de gestion démocratique qui ont également attiré l'attention.

Le peuple chinois applaudit à la réconciliation intervenue entre l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes, d'une part, et la Yougoslavie, de l'autre ; il applaudit à l'établissement et au développement de rapports amicaux entre la Chine et la Yougoslavie. Avec le peuple yougoslave, il souhaite à la Yougoslavie d'accroître sans cesse sa prospérité et sa puissance en suivant la voie du socialisme.

Nous sommes également d'accord avec certaines vues exprimées dans le discours du camarade Tito, par exemple quand il condamne les contre-révolutionnaires hongrois, quand il soutient le Gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan de Hongrie, quand il condamne la Grande-Bretagne, la France et Israël pour leur agression contre l'Égypte, quand il condamne le Parti socialiste français pour sa politique d'agression.

Mais nous avons été étonnés de constater que son discours attaquait presque, tous les pays socialistes et de nombreux Partis communistes. Le camarade Tito affirme que des « staliens invétérés essaient toujours de se maintenir à leurs postes dans différents Partis, et qu'ils espèrent encore une fois consolider leur domination, imposer ces tendances stalinienne à leurs peuples et même aux autres peuples ». Et il déclare : « Nous devons lutter avec les camarades polonais contre ces tendances qui se manifestent dans d'autres Partis, que ce soit dans les pays de l'Est ou en Occident ».

Nous n'avons pas lu dans les discours des camarades dirigeants du Parti ouvrier unifié polonais qu'ils estimaient devoir adopter cette attitude hostile à l'égard des Partis frères. Nous pensons qu'il serait nécessaire de dire, à propos de ces vues du camarade Tito, que ce dernier a adopté une attitude erronée lorsqu'il a pris pour cible le « stalinisme », les « staliens », etc., et soutenu qu'à l'heure actuelle la question est de savoir qui l'emportera : la « ligne dont la Yougoslavie a eu l'initiative » ou la ligne dite « stalinienne ». Cela ne peut que conduire le mouvement communiste à la scission.

Le camarade Tito a eu raison de dire : « Considérant le développement actuel de la situation en Hongrie dans la perspective : socialisme ou contre-révolution, nous devons défendre l'actuel gouvernement Kadar. Nous devons lui venir en aide ».

Mais on ne peut affirmer que le grand discours sur la question hongroise, prononcé à la session de l'Assemblée nationale de la République populaire fédérative de Yougoslavie par le camarade Kardelj, vice-président du Conseil exécutif fédéral de Yougoslavie, défende le gouvernement hongrois et lui vienne en aide.

Il n'a pas seulement donné des événements de Hongrie une interprétation où aucune différenciation n'est faite entre nous et les ennemis, il a en outre présenté aux camarades hongrois comme une exigence « la nécessité de changements radicaux dans le système politique » ; il a réclamé qu'ils transmettent tout le pouvoir aux conseils ouvriers de Budapest et aux autres conseils ouvriers régionaux, « quoi que soient devenus ces conseils », et il a exigé d'eux de ne pas faire « de tentatives stériles pour restaurer le Parti communiste », « car, dit-il, pour les masses, ce type de Parti incarnait le despotisme bureaucratique ».

Tel est le modèle de la « ligne non stalinienne » que le camarade Kardelj a mis au point pour des pays frères. Les camarades hongrois ont rejeté cette proposition du camarade Kardelj.

Ils ont dissous les conseils ouvriers de Budapest et les autres conseils ouvriers régionaux, qui se trouvaient aux mains des contre-révolutionnaires, et ils s'appliquent à élargir les rangs du Parti ouvrier socialiste. Nous estimons que les camarades hongrois ont parfaitement raison d'agir ainsi, sinon il n'y aura pas de socialisme en Hongrie, mais la contre-révolution.

Il est évident que les camarades yougoslaves ont la mesure. Même si une partie de leur critique à l'égard des Partis frères est raisonnable, leur position fondamentale et les méthodes qu'ils emploient sont étrangères aux principes d'une discussion entre camarades.

Nous ne voulons pas intervenir dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, mais il ne s'agit nullement d'affaires intérieures en l'occurrence. Soucieux de renforcer la cohésion des rangs communistes sur le plan international et de ne pas fournir à nos ennemis l'occasion de semer la confusion et de provoquer la scission dans nos rangs, nous ne pouvons manquer de donner aux camarades yougoslaves un conseil fraternel ».

Nous sommes donc dans un processus de discussions entre les partis communistes et Tito, celui-ci étant considéré comme un camarade avec lequel l'unité est recherchée, mais avec patience et prudence. Et nous constatons que Tito, non seulement sort du cadre de discussions fraternelles, mais il va beaucoup plus loin dans sa critique de toute la période d'édification socialiste sous dictature du prolétariat et il affirme qu'il faut changer le système, c'est-à-dire en fait la dictature du prolétariat, et les dirigeants soviétiques qui le portent ! Tito, avec son discours de Pula en novembre 1956, veut mettre à profit le désarroi au sein des rangs communistes suite au « rapport secret », et lance un appel à la révolte au sein des Partis communistes contre les dirigeants qui n'appliquent pas totalement la ligne opportuniste du XX^{ème} Congrès.

Nous verrons que cette offensive de charme de Khrouchtchev tombera à plat et que la rencontre de 1957 des Partis Communistes et Ouvriers ne reconnaîtra pas la Yougoslavie comme un pays socialiste frère.

I.4 Les points soulevés à l'époque par le contenu du XX^{ème} Congrès du PCUS :

La conséquence négative principale du XX^{ème} Congrès du PCUS et de ce « rapport secret » fut de provoquer une confusion idéologique au sein du MCI, d'avoir permis au courant révisionniste de s'étendre, et d'offrir une nouvelle jeunesse au trotskisme, courant anti-communiste alors quasiment mort.

La situation au sein du MCI, comme l'offensive impérialiste cherchant à utiliser ce rapport de Khrouchtchev pour attaquer le camp socialiste et plus généralement les communistes, font que les dirigeants des partis communistes ressentent la nécessité d'organiser une rencontre internationale afin d'unifier les forces communistes autour d'une analyse commune de la situation internationale, des tâches des Partis communistes et faire face aux agressions impérialistes.

A l'époque, le XX^{ème} Congrès du PCUS a posé comme première question celle du rôle de Staline comme dirigeant de l'URSS pendant trente ans et le rôle du culte de personnalité. Mais plus fondamentalement, cette critique de Staline vise dans les faits à imprimer une voie nouvelle pour l'édification socialiste en URSS. La direction du PCUS déclare que le XX^{ème} Congrès du PCUS marque une nouvelle étape dans le développement de l'ensemble du mouvement communiste et fixe comme objectif primordial la lutte pour la paix pour empêcher une catastrophe thermonucléaire. Ainsi pour cette direction, après la victoire complète et définitive du socialisme, la classe ouvrière n'a plus besoin d'exercer son rôle dirigeant par la dictature du prolétariat.

Ainsi, au-delà du rôle de Staline dans la révolution socialiste en URSS, d'autres questions théoriques fondamentales sont posées : la question de la dictature du prolétariat durant l'édification socialiste, comme celle de la voie pacifique parlementaire pour passer du capitalisme au socialisme, la question de la situation internationale liée à celle des rapports entre la paix, la coexistence pacifique et la guerre ; la question de la politique extérieure d'un pays socialiste.

Toutes ces questions se préciseront au cours du débat et les positions respectives apparaîtront plus nettement.

II. Le PCF et le XX^{ème} Congrès du PC soviétique

La direction du PCF dont 4 membres avaient assisté à ce congrès et eu ce rapport en mains et en ont pris connaissance, se trouva dans une situation très délicate car dans un premier temps, elle n'était pas d'accord sur la méthode adoptée pour analyser l'activité de Staline au cours de la dernière période de sa vie, ni sur les aspects unilatéraux de la critique de la direction de Staline présentée dans le rapport. Une période de cafouillage donc

depuis le retour de la délégation du PCF à Moscou sous les attaques de la presse bourgeoise. La direction du PCF choisira le silence se contentant d'évoquer «*le rapport attribué au camarade Khrouchtchev*». Ce n'est qu'en 1977 que le Bureau politique du PCF reconnaîtra officiellement que la délégation du parti en avait eu connaissance à Moscou.

Maurice Thorez présentera cette situation anormale lors de la **session du Comité Central des 9 et 10 mai 1956**, et il s'exprimera longuement. Nous citons quelques extraits :

[...] Le rapport de Khrouchtchev sur la critique du culte de la personnalité, rapport présenté en séance fermée en fin du congrès, a été donné hors la présence des délégués des partis frères. Par exception, avec les délégués du Parti communiste chinois et ceux des Partis des démocraties populaires et nos camarades italiens, nous avons eu la possibilité de lire le rapport. Nous en avons extrait tout le contenu politique qui a été rapporté au Bureau politique par le Secrétaire général, et au Comité central par Jacques Duclos.

Et je dois dire que nous n'étions pas autorisés à divulguer le texte de ce rapport ; encore moins à le publier. Nous ne l'avions pas en mains. Et quand nous en avons terminé notre lecture, nous l'avons rendu. Et pour les camarades qui ont l'habitude de comment les choses se passent dans un pays où la sécurité veille, le rapport nous est parvenu dûment cacheté sur tous les côtés, en mains propres comme on dit ; et il est reparti dans les mêmes conditions, aussitôt lecture aux quatre délégués que nous étions. Il est reparti par les mêmes voies, et très rapidement. Si d'autres camarades qui ont eu aussi à lire le rapport ont été autorisés à prendre des notes ou même à l'emporter et à le faire lire ou en publier, cela c'est une chose qui ne nous a pas été permise à nous. D'ailleurs, je dois dire qu'à notre avis, cela n'était pas indispensable.

Et en tout cas, plus particulièrement à nous, il nous a été dit que c'est une mesure de faveur, parce que nous étions – enfin, disons les choses comme elles sont – des camarades en qui on a déjà une certaine confiance, qu'on a vus déjà depuis trente années. On vous donne un rapport très secret qui est lu dans le congrès, vous le lirez, et puis voilà ; c'est pour que vous soyez au courant de toutes les choses de notre Parti, que rien ne vous soit caché. Mais nous vous disons très tranquillement :

« Vous auriez bien pu l'entendre ; mais nous n'invitons pas. Parce que vous, vous auriez pu être dans la salle, et écouter, mais nous ne tenons pas à ce que d'autres s'y trouvent ; nous ne savons pas où ces choses pourraient aller avec d'autres délégués qui nous sont quand même un peu moins connus que vous nous l'êtes. »

[...] Je dis ces choses, d'abord pour que le Comité central sache que rien ne lui a été caché ; que d'ailleurs nous n'avons rien à lui cacher. Comme je l'ai dit au comité fédéral à Ivry, nous n'avons rien à cacher, nous n'avons rien à cacher. Ce que nous n'avons pas dit, c'est ce que nous ne savions pas.

Et pour la partie des choses – je dis maintenant ici au Comité central – que nous n'estimions pas nécessaire de répéter, nous considérons en effet que c'étaient les secrets, les secrets d'État, et les secrets de Parti d'un Parti au pouvoir. Ça n'était pas à nous à aller au-devant sous prétexte que la presse bourgeoise commençait la campagne et sous prétexte, je le dis en toute franchise, sous prétexte que d'autres avaient eu moins de discrétion que nous et s'étaient hâtés dans leur Parti, peut-être, de donner des appréciations immédiatement publiées avant même que le Parti communiste de l'Union soviétique lui-même n'ait encore rendu publique une parole sur ces questions. Je pense ici, par exemple, aux camarades allemands.

Si la méthode était critiquable – parce que je le pense et je ne le pense pas d'aujourd'hui : à la délégation nous l'avons pensé immédiatement et nous avons émis des réserves immédiatement auprès du camarade Khrouchtchev. Je dis ceci pour le Comité central seulement. Si cette méthode était critiquable, la critique ne s'adresse donc pas à notre Comité central. Je crois que la méthode était critiquable parce qu'il s'avère maintenant que même pas seulement en URSS, mais que le rapport courait pour ainsi dire dans les rues. Que des militants qui portaient de chez nous dans d'autres pays – il est vrai, des pays de démocratie populaire – pouvaient avoir connaissance du rapport. Même maintenant, des gens qui ne sont pas membres du Parti peuvent presque lire le rapport quand ils se rendent en Pologne. Cela, c'est la responsabilité des camarades polonais.

En tout cas, pour nous, nous ne voulions pas nous rendre coupables d'une telle faute. Je le considère au regard de la discrétion que nous devons avoir sur ces questions, et au regard de nos responsabilités vis-à-vis de notre Parti. Et de nos engagements vis-à-vis du Parti communiste de l'Union soviétique. Ce que nous avons à dire sur cette méthode, nous l'avons exposé au camarade Khrouchtchev. On peut dire que nous avons senti, et je rappelle ce qu'on disait tout à l'heure. Jeannette disait : une des différences entre nous et là-bas, c'est que là-bas, il n'y a pas le feu immédiat de l'ennemi ; il n'y a pas la presse, il n'y a pas tout de suite le bombardement de la presse ennemie. Alors, on peut se permettre d'attendre et de poser les questions en leur heure, etc.

Nous nous savions bien que dès la première publication, ce serait ici un bombardement acharné, pas contre nous, mais contre l'URSS, contre le Parti de l'URSS, contre tout ce à quoi nous sommes les uns et les autres attachés : aux idées du communisme. Nous l'avons dit. Nous savions bien qu'ils commenceraient la campagne. Nous le savions bien.

Aussi, j'attire l'attention des camarades, parce que je reviendrai sur certaines de ces questions. Dans ce rapport où il est question, je le dirai plus longuement, de la critique du culte de la personnalité, il est rendu à différentes

reprises hommage à Staline. On cite les mérites de Staline, ce qu'il a apporté au Parti. C'est dans ce rapport que nous avons pris, pour le Comité central comme pour mon article, l'appréciation positive du rôle de Staline. Aussi les critiques.

J'ai dit en notre nom à Khrouchtchev : pourquoi dans vos rapports publics et dans les interventions de différents camarades, publiques, n'y a-t-il eu que des côtés négatifs et pas un seul de ces éléments positifs que vous donnez dans votre rapport secret ? Vous eussiez beaucoup facilité la tâche des communistes dans les autres pays. En particulier, parce que c'est bien que les camarades sachent, qu'ils ne croient pas que c'est si facile pour leurs dirigeants toujours [...]. Beaucoup de camarades, ici, sont quand même jeunes dans les rapports internationaux. S'ils avaient, comme nous parfois en certaines années, eu des discussions comme nous en avons eues il y a vingt-cinq ou trente ans, ils sauraient que nous n'avons pas toujours été des [mot incompréhensible], ni les camarades non plus d'ailleurs. Ils nous tapaient dur, mais nous ripostions dur. Nous n'avons pas été ce que prétendent les bourgeois : des domestiques.

Nous sommes des communistes, mais des communistes, c'est vrai, qui ont beaucoup de respect pour des camarades qui ont fait beaucoup plus que ce que nous n'avons encore jamais commencé. Il faut aussi tenir compte de cette nuance. Critiquant en particulier certaines interventions, j'ai dit en notre nom à Khrouchtchev qu'une formule comme celle de Mikoïan lancée ainsi par le meilleur congrès depuis la mort de Lénine : « pas de direction collective depuis vingt ans », etc., que c'était la justification des campagnes trotskystes, que c'était donner prise à l'argument des trotskystes [...]

Vous voyez que nous ne sommes pas restés indifférents et silencieux. Mais je dois dire très franchement que nous n'avons pas considéré, au Bureau politique, que ces choses étaient à apporter dès le premier Comité central. Pourquoi ? Maintenant, elles viennent. Peut-être c'était bien qu'elles viennent déjà au dernier Comité central. C'est possible.

Mais je vous demande, camarades, qu'est-ce que ces choses auraient apporté en plus sur le fond des questions, de savoir que quand même nous avons notre petit point de vue et notre petite appréciation ? C'est cela le fond des questions ? C'est peut-être cela que veulent discuter les autres. C'est pas forcément ce qui nous intéresse. [...]

Peu après cette cession du CC du PCF, se tient le **XIV^{ème} Congrès du PCF du 18 au 21 juillet 1956.**

Dans les thèses adoptées, le soutien au XX^{ème} Congrès est total ; il est repris la thèse comme quoi il a été « le congrès des bâtisseurs du communisme ».

III. Quelques thèses adoptées à ce congrès :

La thèse 21 appelle à l'organisation d'une « Union entre notre pays et ceux que les colonialistes français ont tenus et tiennent encore sous leur domination »... En ce qui concerne plus particulièrement l'Algérie, « le Parti communiste français lutte pour mettre un terme immédiat à la guerre d'Algérie, pour développer l'amitié et la coopération entre la classe ouvrière de France et les peuples coloniaux, pour créer les conditions d'une véritable union librement consentie entre ces peuples et notre pays », dans les faits, une nouvelle Union française déjà proposée milieu des années 40. La thèse 42 justifie le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet et critique « le dogmatisme sans lien avec la vie » des organisations critiques.

La thèse 22 prône : « La question de la supériorité de l'un ou l'autre système social doit être tranchée par la compétition économique des deux systèmes, par leur émulation... ».

La thèse 25 , « vers une France socialiste », reprend le fameux discours de Maurice Thorez au Times du 18 novembre 1946 sur le passage au socialisme par la voie parlementaire, conception vigoureusement critiquée en 1947 lors de la première réunion du Bureau de liaison ; à l'époque, le CC du PCF avait présenté une autocritique...

La thèse 28 va plus loin encore en affirmant que « Notre peuple est attaché aux institutions parlementaires conquises par les luttes du passé ».

La thèse 40 revient sur « les travaux du XX^{ème} Congrès » sur lesquels est portée une « appréciation positive et juste ». Mais il faut relever que, plutôt que de parler du « rapport de Khrouchtchev, il est question de « la résolution adoptée le 30 juin par le Comité central du PCUS »¹⁴, résolution qui tenait compte des questions et réserves soulevées par plusieurs partis communistes à propos de ce fameux rapport.

La thèse 41 aborde la question de la Yougoslavie et des problèmes en 1948. Le CC du PCF déclare « Nous regrettons profondément les erreurs et les accusations injustifiées qui ont créé une situation difficile pour les camarades yougoslaves », et indique qu'« il a eu raison d'entreprendre auprès de la Ligue des communistes yougoslaves des démarches en vue de renouer des rapports normaux ».

A ce XIV^{ème} Congrès du PCF, **la thèse du passage pacifique au socialisme par la voie parlementaire** a été reprise et affirmée. Ce XX^{ème} Congrès du PCUS a agi comme un feu vert pour reprendre la thèse déjà développée par Maurice Thorez dans sa fameuse déclaration accordée au Times, le 18 novembre 1946. Mais en 1947, lors de la première réunion du Kominform, nous l'avons déjà rappelé, le PCF avait été critiqué pour cela et le PCF avait

présenté une autocritique. Autocritique formelle puisque dès que les conditions l'ont permis, la direction du PCF est revenue en reprenant cette thèse dans la thèse N° 25. Cette thèse sera encore reprise lors du Congrès suivant, le XV^{ème} Congrès du 24 au 28 juin 1958.

Constant sur cette ligne et en allant encore plus loin, le Comité Central du PCF a adopté le 9 octobre 1971 « *le programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire* », précisant le manifeste « *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste* » adopté par le CC en décembre 1968, fixant comme objectif premier, « *l'établissement d'une démocratie nouvelle, au contenu politique et économique avancé, qui sera une étape vers le socialisme* ». Ce programme sera prolongé par la signature du « Programme commun de gouvernement du Parti communiste et du parti socialiste » du 27 juin 1972.

C'était l'époque du début du gouvernement Allende au Chili en 1970. Et aux militants qui critiquaient cette voie pacifique comme opportuniste, les dirigeants opposaient l'expérience chilienne. Trois ans plus tard, après le coup d'État au Chili mené par l'armée et soutenue par l'impérialisme US, ces mêmes dirigeants français avaient maintenu cette ligne et avaient argué qu'un tel coup d'État était impossible en France compte tenu des anciennes et fortes traditions démocratiques en France...

Aujourd'hui, certains militants peuvent objecter aux critiques contre cette thèse révisionniste du passage pacifique au socialisme, que, du fait de la disparition du camp socialiste, nous serions revenus à l'époque décrite par Lénine avant la première guerre mondiale, et qu'il n'est plus la peine de perdre du temps à discuter de cette question...

Il faut rejeter radicalement ces conceptions révisionnistes. Les tenants de la voie pacifique escamotent le débat et leurs conceptions révisionnistes réapparaîtront sous une forme « rénovée ». De plus, et cela est important, l'impérialisme en 2025 n'est plus le même que celui des années 1910-1920, analysé par Lénine en 1916 dans « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », même si fondamentalement les lois économiques du capitalisme sont les mêmes. A l'époque, la concentration monopolistique de la production et du capital est très importante en Europe et aux USA. Le partage du monde par les conquêtes coloniales est achevé. La conquête de territoires et l'exportation de capitaux pour un repartage du marché sera la cause du déclenchement de la Première Guerre mondiale entre la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne sur fond de crise générale du capitalisme. Aujourd'hui, l'impérialisme règne à l'échelle mondiale et a appris la leçon des luttes du mouvement ouvrier et des luttes populaires. La situation exceptionnelle de la première guerre mondiale et l'opposition des peuples à une intervention armée plus importante contre la révolution bolchevique ont permis à cette révolution bolchevique de triompher. L'impérialisme US a aussi tiré les leçons de la victoire de la révolution cubaine qui, au départ n'était pas socialiste. L'impérialisme fera tout pour s'opposer au développement des mouvements populaires en lutte contre leur bourgeoisie.

C'est cette situation de l'impérialisme aujourd'hui qu'il faut analyser pour pouvoir élaborer une ligne révolutionnaire de notre époque.

1 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/3596-mouvement-communiste-international-tirer-les-lecons-de-lhistoire>

2 N. Khrouchtchev, Rapport d'activité du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique au XXème Congrès du Parti, 14 février 1956, Supplément à Etudes soviétiques N° 95, février 1956

3 <https://pandor.u-bourgogne.fr/fr/archives-en-ligne/functions/ead/detached/GEME/GEME2-4.pdf>

4 <https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/functions/ead/detached/BMP/brb1067.pdf>

5 <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1412>

6 <https://vivelemaoisme.org/les-divergences-entre-la-direction-du-p-c-u-s-et-nous-leur-origine-et-leur/>

7 <https://vivelemaoisme.org/category/ecrits-fondamentaux/la-bataille-anti-revisionnisme-en-chine/les-documents-entre-1954-et-1958/>

8 <https://vivelemaoisme.org/category/ecrits-fondamentaux/la-bataille-anti-revisionnisme-en-chine/les-documents-entre-1954-et-1958/>

9 dans « Sur la question de Staline », 13 septembre 1963, Débat sur la ligne générale du Mouvement Communiste International, Editions de Pékin, 1965, page 123

10 Bulletin d'Information de la section de presse près l'Ambassade de l'URSS en Suisse, n° 56, 10 juillet 1956)

11 <https://vivelemaoisme.org/category/ecrits-fondamentaux/la-bataille-anti-revisionnisme-en-chine/les-documents-entre-1954-et-1958/>

12 Mao Tsé-toung, œuvres choisies, tome 5, Editions de Pékin, 1977

13 <https://www.nytimes.com/1956/11/17/archives/excerpts-from-marshall-titos-speech-on-recent-events-in-poland-and.html>

14 Bulletin d'Information de la section de presse près l'Ambassade de l'URSS en Suisse, n° 56, 10 juillet 1956)